



FRONT CITOYEN « TOGO DEBOUT »

ACDI, ALCADES, APED, ASVITTO, Flambeau Citoyen, FTBC, LCT, LTDH, Missite , Mouvement des Artistes Engagés du Togo, Mouvement Flambeau Du Peuple, Mouvement Patriotes Togolais, NUBUEKE, Rameau de Jessé, REPAJOSEC, STT, SYNPHOT, UST, Winiga

DECLARATION LIMINAIRE

« Je pense que sans dialogue, aujourd'hui rien n'est possible. Mais un dialogue sincère, même si l'on doit se dire des choses désagréables en face. Pas un dialogue du genre oui, nous sommes d'accord, puis en sous-main on tient un autre discours... »

Pape François

Chers Concitoyens et chers journalistes,

Le profond malaise socio-politique que connaît notre pays le Togo a été manifesté, depuis le 19 août 2017, par de gigantesques mobilisations tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. Des Togolais, bravant dorénavant la peur, ont exprimé leur ras le bol d'un régime qui, depuis une cinquantaine d'années, appauvrit notre pays et rend impossible un vivre ensemble harmonieux car les conditions de vie sont déplorables et les injustices sociales sont grandes. Une minorité peut-elle ainsi prendre en otage tout un pays durant de si longues années et continuer à opposer encore de vives résistances au désir de changement qui atteste de la légitime aspiration à un mieux-être ?

1- Sur le dialogue dans notre pays

Le Front Citoyen « TOGO DEBOUT », face à la grave crise politique et sociale qui dure depuis des années dans notre pays et malgré les échecs répétés des dialogues précédents, a soutenu, dès sa naissance, que le dialogue demeure la meilleure option pour une sortie pacifique, durable et définitive de la crise togolaise. Mais il faut que ce soit un dialogue vrai, sincère et responsable, un dialogue qui met au cœur de son déroulement l'intérêt supérieur de la nation et non les intérêts de quelqu'un ou de quelques-uns.

Mais après l'ouverture du dialogue le 19 février dernier, sous le regard du Président ghanéen Nana AKUFU-ADDO, nous sommes en droit de nous poser des questions car les stratégies du parti au pouvoir semblent être encore du dilatoire.

- ❖ **Sinon comment comprendre que depuis l'ouverture, les mesures d'apaisement ne sont pas encore mises entièrement en œuvre alors qu'elles sont supposées être des actes de bonne volonté pour une sortie de crise ?**



FRONT CITOYEN « TOGO DEBOUT »

ACDI, ALCADES, APED, ASVITTO, Flambeau Citoyen, FTBC, LCT, LTDH, Missite, Mouvement des Artistes Engagés du Togo, Mouvement Flambeau Du Peuple, Mouvement Patriotes Togolais, NUBUEKE, Rameau de Jessé, REPAJOSEC, STT, SYNPHOT, UST, Winiga

- ❖ Comment comprendre le refus de libérer les membres du Mouvement NUBUEKE et d'autres dont le seul crime aurait été le refus de la dictature et de l'arbitraire dans notre pays ?
- ❖ Comment comprendre la prétendue criminalisation de leur procédure alors que des personnes ayant commis de graves violations des droits humains sont toujours en liberté et surtout des miliciens qui ont agi à visage découvert sont des citoyens libres et présentés comme des courageux ?
- ❖ Comment comprendre que le blocage du dialogue tienne à la candidature d'une seule personne ? Sommes-nous encore dans les limites du raisonnable, du juridique et même du politique ? Le droit serait-il devenu un simple moyen de marchandage pour imposer sa volonté à tout un peuple ? Serions-nous encore et toujours dans l'optique du droit du plus fort ? Si tel est le cas que vaut encore l'évocation même du droit et des droits de l'homme ? Pourquoi continuer à penser la politique comme un simple rapport de force ? La politique ne peut-elle être réduite qu'à cet aspect de la jungle ? Y aurait-il alors une différence entre la nuit du 5 février 2005 et la situation actuelle en 2018 où toute la vie d'un peuple tourne autour d'une personne ? Est-ce là la résolution pacifique de la crise dont la racine est dans l'imposition de la volonté d'une minorité à tout un peuple ?

Si la liberté est encore un élément de la nature de l'homme, si la raison est encore et toujours ce qui caractérise l'être humain, fonde sa dignité et ses droits, alors au nom des droits de l'homme et du droit des peuples à sortir des fers, de la servitude, de l'oppression, le FCTD dit :

- Aux Togolais du parti au pouvoir et à ses sympathisants que le Togo est et reste un patrimoine commun et sa gestion ne saurait plus appartenir à un clan. Et il faut que toute la classe politique actuelle et à venir l'entende. Car l'heure d'une société civile passive est révolue.

LE FCTD tient donc à rappeler une fois de plus qu'il n'a jamais été, n'est et ne sera des béquilles pour tel ou tel parti politique. Il fait du droit de réfléchir librement une option de sa ligne de conduite.

- A la coalition, le FCTD déclare : «Vous portez actuellement les aspirations profondes et légitimes d'un peuple meurtri par un demi-siècle des séquelles d'une dictature : le mieux-être dans un nouveau régime. Il ne s'agit pas de défendre les intérêts de tel ou tel parti composant la coalition, mais l'intérêt du peuple togolais et dans ce cas des querelles de personnes doivent être impérativement dépassées. Nous en avons tant souffert et nous n'en voulons plus dans la phase actuelle de la lutte. Le peuple togolais n'acceptera plus n'importe quel compromis. Car aucun parti politique n'est au-dessus



FRONT CITOYEN « TOGO DEBOUT »

ACDI, ALCADES, APED, ASVITTO, Flambeau Citoyen, FTBC, LCT, LTDH, Missite , Mouvement des Artistes Engagés du Togo, Mouvement Flambeau Du Peuple, Mouvement Patriotes Togolais, NUBUEKE, Rameau de Jessé, REPAJOSEC, STT, SYNPHOT, UST, Winiga

de l'intérêt général. Tout parti ayant la légitimité d'exister ne doit servir que l'intérêt général.»

A cet égard, le FCTD épouse entièrement le contenu du message que la diaspora togolaise en Allemagne vous a adressé :

« La plupart des Togolais ont, par le passé, payé un lourd tribut aux divisions intestines absurdes qui vous ont peu à peu éloignés des objectifs de changement du modèle de société que les Togolais appellent de leurs vœux depuis le 05 Octobre 1990.

Votre cohésion retrouvée ainsi que votre aptitude à parler désormais d'une voix claire et harmonieuse ont largement permis jusqu'ici de porter votre combat et la cause du peuple togolais, écrasé par un régime brutal et sans pitié, à l'échelle planétaire à en croire les protestations des compatriotes partout sur les 5 continents.

Aujourd'hui, c'est l'histoire du pays qui s'écrit et ceci ne se fera actuellement que si les acteurs politiques savent faire abstraction des intérêts partisans et particuliers pour porter plus haut encore l'intérêt général. La cause est nationale, les enjeux au-dessus des partis politiques et le combat est mené surtout par le peuple pour arracher la Constitution de 1992, seule susceptible de garantir une vie démocratique normale dans notre pays.

Aucune formation politique, quel que soit son niveau d'implantation et peu importe son audience auprès des populations ne peut y arriver en dehors du bloc soudé et solidaire. Les expériences désastreuses du passé sont édifiantes de ce point de vue.

L'objet de la présente démarche est de vous exhorter à rester debout ensemble et avec la même détermination. Vous ne mesurez peut-être pas suffisamment l'impact positif que vous avez su produire par l'image de dirigeants responsables que vous renvoyez à tous ceux qui s'intéressent ou s'investissent dans la cause du peuple togolais. »

- **A tous les zélés** (au plan militaire et politique), à tous ceux qui sont dans l'ombre et tirent sur les ficelles pour maintenir l'ordre ancien en croyant que le peuple togolais n'a pas toujours eu le sursaut « révolutionnaire », nous leur disons que la roue a tourné et que l'histoire est en marche. Ce qui était toléré hier ne le serait plus aujourd'hui. Et pour paraphraser Victor Hugo, nous disons à tous que quand le temps de la réalisation d'une idée est venu, rien ne saurait l'arrêter.

Par conséquent à tous ceux qui, sur les ondes ou sur les réseaux sociaux, soutiennent l'idée que l'évocation de 51 ans de règne, par les citoyens, ne suffit pas à vouloir l'alternance et qu'il faut un projet crédible de société exposé par des partis politiques qui veulent gouverner, **le Front Citoyen « Togo Debout »** dit ceci : Nous ne savons pas et nous ne voyons pas en quoi ce régime



FRONT CITOYEN « TOGO DEBOUT »

ACDI, ALCADES, APED, ASVITTO, Flambeau Citoyen, FTBC, LCT, LTDH, Missite, Mouvement des Artistes Engagés du Togo, Mouvement Flambeau Du Peuple, Mouvement Patriotes Togolais, NUBUEKE, Rameau de Jessé, REPAJOSEC, STT, SYNPHOT, UST, Winiga

a eu un projet politique pour notre pays et que vouloir l'alternance c'est d'abord proposer un projet politique. La minorité qui régent actuellement le pays, et qui a à sa tête un « **champion** », n'est pas ce que le Togo a de mieux et plus encore ne constitue en aucun cas ce que nous avons d'irremplaçable. Vouloir l'alternance est un droit et un droit naturel. C'est pourquoi le peuple se mobilise et se mobilisera davantage pour l'accomplissement de ses désirs. Car *« il ne serait pas raisonnable de croire que les peuples se sont jetés entre les bras d'un maître absolu sans conditions et sans retour et que le premier moyen de pourvoir à la sûreté commune qu'aient imaginé des hommes fiers et indomptés a été de se précipiter dans l'esclavage »* (Jean Jacques ROUSSEAU).

La lutte pour la liberté n'a donc pas commencé avec nous mais elle se fera, certainement et poursuivra aussi sa trajectoire avec nous au Togo. Et c'est d'ailleurs ce que nous rappelle notre hymne « **Togo debout, luttons sans défaillance. Togolais viens bâtissons la cité** ».

- ✓ **Au facilitateur**, le Front Citoyen « Togo Debout », qui lui adresse toujours des courriers, lui redit, jusque-là, sa sincère reconnaissance et sa profonde gratitude. Le FCTD **lui demande de peser davantage de tout son poids et du poids de l'institution CEDEAO sur les parties au dialogue et surtout sur le Président Faure GNASSINGBE pour qu'il comprenne les vrais enjeux de cette lutte afin de rentrer dans l'histoire de ce peuple qui pourra retenir que par lui un tournant décisif de liberté a été pris pour tout son peuple. Car ce sont des hommes qui font l'histoire, ce sont eux qui donnent un sens à l'histoire. La conjonction des événements peut alors faire de lui un homme d'Etat et une figure de l'histoire du Togo s'il le désire et il est encore temps.**

Le FCTD réaffirme que l'option du dialogue comme unique voie de sortie de crise est la plus rationnelle et la plus humaine. Car elle permet de se parler en vérité pour reconstruire le lien politique mis à mal par un système dictatorial qui s'est fait remarquer par d'innombrables violations des droits humains et a créé beaucoup de frustrations. Le recours aux forces de sécurité qui doivent être au service du peuple pour le défendre ne peut être de façon interminable mises au profit d'une seule personne. Elles doivent aussi savoir qu'elles ont une responsabilité devant l'histoire et qu'elles ne sauraient évoquer devant cette histoire l'argument de l'obéissance à un ordre reçu pour être disculpée.

2- Sur le retour à la Constitution de 1992

Nous avons tous écouté la conférence de presse de la coalition des 14 en date du lundi 26 mars. Elle disait entre autres ceci sur le retour à la C92 :

« Au cours de l'entretien bilatéral, le facilitateur a cherché à comprendre si le retour à la Constitution de 1992 ne peut pas s'opérer par la réintroduction des dispositions amendées... (Et) au terme d'un long débat, la coalition a indiqué que les modifications unilatérales perpétrées par



FRONT CITOYEN « TOGO DEBOUT »

ACDI, ALCADES, APED, ASVITTO, Flambeau Citoyen, FTBC, LCT, LTDH, Missite , Mouvement des Artistes Engagés du Togo, Mouvement Flambeau Du Peuple, Mouvement Patriotes Togolais, NUBUEKE, Rameau de Jessé, REPAJOSEC, STT, SYNPHOT, UST, Winiga

le régime RPT sur la Constitution adoptée à plus de 98% par les Togolais en 1992 est une remise en cause grave de la volonté populaire. Et les modifications concernaient fondamentalement les points suivants :

- Les conditions d'éligibilité du Président de la République ;
- La limitation de mandats avec la mention « En aucun cas,... » ;
- Le mode de scrutin uninominal à deux tours pour l'élection du Président de la République ;
- Les prérogatives et le mode de désignation du Premier Ministre ;
- La recomposition de la Cour Constitutionnelle. »

Quand on lit bien cette déclaration on ne peut pas, d'une part, y déduire qu'il s'agit de l'abandon du retour à la C92 comme on l'entend et d'autre part conclure qu'il ne s'agit que de cinq articles à modifier.

Pour nous qui soutenons le retour à la Constitution de 1992 avec la formule en « Aucun cas », les 5 points indiqués par la coalition concerne les points essentiels qui se retrouvent dans plusieurs articles de la dite Constitution. Il s'agit de retrouver l'esprit et l'âme de la Constitution de 1992, Constitution qui atteste de la volonté générale et qui, malheureusement, n'a jamais été appliquée.

Revendiquer le retour à la Constitution de 1992, c'est dire à toute autorité de ce pays que les modifications tendancieuses faites en se servant du droit ne seront plus tolérées.

Retenir les 5 points ci-dessus mentionnés ne peut être interprété par conséquent comme un retour à la raison ou au principe de réalité comme on l'entend ces jours ci par des thuriféraires du régime qui cherchent à semer la zizanie car ils sont passés maître dans la confusion et dans la manipulation.

Le **Front Citoyen « Togo Debout »** réaffirme sa position sur le retour à la C92 car nous avons toujours dit qu'il n'est pas question d'aller vers une nouvelle Constitution comme le laissait entendre la Commission de Réflexion sur les Réformes Politiques et certains juristes. Non à une nouvelle Constitution, mais oui au retour à la C92.

Et ce retour, qui serait le refus d'une nouvelle Constitution, serait au plan symbolique la victoire de la volonté du peuple sur des volontés partisans et surtout l'ouverture d'une véritable ère démocratique pour notre pays. **L'enjeu de ce retour est d'abord et avant tout symbolique car il traduira dans la conscience collective que personne ne peut et ne doit changer pour ses intérêts ce qui est prévu pour le bien de tous. Le droit doit pouvoir garantir cela et non le contraire.**



FRONT CITOYEN « TOGO DEBOUT »

ACDI, ALCADES, APED, ASVITTO, Flambeau Citoyen, FTBC, LCT, LTDH, Missite, Mouvement des Artistes Engagés du Togo, Mouvement Flambeau Du Peuple, Mouvement Patriotes Togolais, NUBUEKE, Rameau de Jessé, REPAJOSEC, STT, SYNPHOT, UST, Winiga

A tous ceux qui se réfugient derrière l'évocation de 5 points et non de 5 articles, le FCTD dit qu'on peut jouer sur la forme, mais non sur le fond qui renvoie à l'essentiel qui demeure et ne changera pas.

Le **Front Citoyen « Togo Debout »** invite donc la population à rester mobilisée pour ne pas céder au dilatoire et à ce qui est éphémère. La lutte continue, elle n'est pas contre quelqu'un mais elle est contre un système.

3- Sur la restriction des libertés de manifestation dans notre pays

Le FCTD réaffirme que le droit de manifester est un droit constitutionnel d'une part et qu'au Togo nous sommes dans un régime d'information et non d'autorisation d'autre part. De ce fait un communiqué ne saurait interdire, pour une durée indéterminée, les manifestations publiques pacifiques. Ainsi, si les Togolais ont, pour une raison de simple convenance, accepté de ne pas manifester durant le dialogue prévu initialement pour 10 jours, aucune autorité et surtout le Président de la délégation spéciale le Contre Amiral Fogan Adegnon, ne saurait évoquer le cas du dialogue pour interdire des manifestations publiques et pacifiques sans être un hors la loi.

Le droit de manifester est un droit naturel et inaliénable et de ce fait nous entendons l'exercer. Le subterfuge de ne pas permettre une manifestation sous prétexte qu'il y a dialogue ne peut plus fonctionner dans le contexte où le dialogue ne tient plus dans les dix jours prévus.

Par conséquent, le FCTD invite la population à sortir massivement pour un grand meeting d'information, de veille citoyenne et d'exhortations républicaines le samedi 7 avril 2018 à 14h en face du Collège Plateau à Casablanca.

En outre, le FCTD invite les populations à une grande marche pacifique suivie de meeting le samedi 14 avril 2018, pour exiger la libération des membres du mouvement NUBUEKE et des syndicalistes en détention à la prison civile de Kara.

En prenant en compte toute la situation actuelle de notre pays le Togo, le **Front Citoyen « TOGO DEBOUT »** souhaite que les apports de la CEDEAO, de l'UNION AFRICAINE, des chancelleries accréditées dans notre pays et de la communauté internationale aillent dans le sens des aspirations profondes et légitimes d'un peuple qui, depuis des décennies, lutte pour sa liberté et sa dignité. Ce peuple, en effet, a le droit, comme tous les autres peuples des autres parties du monde, à un Etat de droit démocratique, cadre politique d'épanouissement pour que « **l'homme ne soit pas contraint en suprême recours, à la révolte contre la tyrannie et l'oppression** », tel que le paragraphe 3 du préambule de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme le stipule.



FRONT CITOYEN « TOGO DEBOUT »

ACDI, ALCADES, APED, ASVITTO, Flambeau Citoyen, FTBC, LCT, LTDH, Missite , Mouvement des Artistes Engagés du Togo, Mouvement Flambeau Du Peuple, Mouvement Patriotes Togolais, NUBUEKE, Rameau de Jessé, REPAJOSEC, STT, SYNPHOT, UST, Winiga

« Togo debout, luttons sans défaillance » !

Fait à Lomé le 03 avril 2018,
Pour le Front Citoyen « Togo Debout »,

Professeur David Ekoué DOSSEH